IIIme Année. — No 43 Prix du Numéro : 10 Centimes Genève, Lundi 18 Novembre 1918

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
60, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT { Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — »

L'Etat des Serbes, Croates et Slovènes

C'est dans la ville de Rousseau qui vient de naître l'unité politique de la nation serbo-croate et slovène. L'idée de cette unité y trouva, dès le début, un accueil sympathique, et les préparatifs nécessaires à la formation du nouvel Etat y rencontrèrent un soutien moral des plus efficaces. L'appui de la presse romande ne fit jamais défaut à notre cause. A l'époque même où l'avenir de notre nation n'apparaissait pas aussi brillant qu'aujourd'hui, l'opinion suisse se fit un devoir de ne pas nous abandonner à notre sort, et nous prêta son concours précieux. Cela ne veut pas dire qu'on n'y entendît jamais d'autres voix. On se souvient que, tout récemment encore, un journaliste eut la prétention de donner des leçons aux nations opprimées de l'Autriche-Hongrie, affirmant que le principe des nationalités ne pouvait lutter contre la géographie. Mais c'était là des voix isolées qui, pour l'honneur de la Suisse, ne trouvèrent pas d'écho.

Le peuple serbe, croate et slovène n'oubliera jamais les services rendus à sa cause par l'opinion publique du plus ancien des Etats démocratiques.

En fixant *grosso modo* les formes de l'organisation du nouvel Etat, on s'inspira des principes qui ont servi de base à l'Etat suisse. La souveraineté du peuple fut la première norme et le point de départ de ces travaux.

Les hommes politiques qui se réunirent la *semaine* passée à Genève pour y proclamer la constitution du nouvel Etat et déterminer l'organe qui le représentera à l'étranger ont agi avec des scrupules qui, de prime abord, paraissent quelque peu exagérés. Conscients de la responsabilité immense qu'ils avaient assumée, et désireux de ne pas léser les droits de qui que ce soit, ils se sont arrêtés presque à mi-chemin. Par leur action, ils n'ont voulu préjuger d'aucune question intérieure ni, par des décisions prises à la hâte, suggérer des solutions quelconques des problèmes touchant à l'organisation future du nouvel Etat. Ils ont limité leur action strictement aux questions des rapports du nouvel Etat avec l'étranger. Allant au plus pressé, ils constituèrent un « organe central » destiné à la direction des affaires extérieures de la nation tout entière, la solution de ces affaires ne souffrant aucun retard. Quant aux autres problèmes, leur solution est laissée à la Constituante, celle-ci étant seule compétente pour les régler définitivement. Jusqu'à la réunion de la Constituante le pacte de Corfou reste en vigueur comme Charte provisoire de la Yougoslavie. D'après la Déclaration de Corfou, signée en juillet 1917, par M. Pachitch et M. Troumbitch, président du Comité Yougoslave de Londres, l'Etat serbe, croate et slovène sera un royaume constitutionnel, organisé suivant les principes de la plus large démocratie politique et sociale. Bien que le nouvel Etat soit unitaire, les diverses parties conserveront leur autonomie administrative. La déclaration a expressément reconnu la dynastie des Karageorgevitch comme dynastie régnante, mais il est entendu que ce choix sera soumis à l'approbation de la Constituante.

Pour le moment un seul organe central symbolise l'unité politique du nouvel Etat, mais d'autres organes unitaires seront bientôt créés (Finances, Armée, Communications, Justice), dont la compétence s'étendrait sur toute la nation. L'organe central, qui vient d'être formé, se compose de six membres, dont trois sont nommés par le gouvernement serbe et trois autres par le Conseil National de Zagreb.

En agissant comme ils ont agi, les hommes politiques n'ont fait que le premier pas. On ne peut pas dire que ce qu'ils ont fait a été mal fait, mais plutôt qu'ils auraient pu faire davantage. En toute évidence ils ont marché beaucoup moins rapidement que nos armées. Tandis que celles-ci dans leur marche victorieuse brûlaient les étapes, les politiciens, eux, ne procèdent que par étapes et avec précaution. Il leur manque, cela ne fait aucun doute, l'enthousiasme et la chaleur que donne le contact du sol natal.

L'esprit d'émigration n'est pas très favorable à la fusion qui doit s'opérer entre les trois branches d'une même nation, fusion qui doit être autant morale que politique. L'esprit seul dans ce cas n'est pas à même de créer une œuvre durable. Il le sera cependant s'ils est secondé par le sentiment, et ce sentiment, pour l'éprouver, il faut être dans le pays, parmi les siens. Il aurait fallu que les délégués se sentissent soutenus et comme emportés par le souffle patriotique de leur pays. Car, dans la volonté sublime de s'unir, celui-ci serait prêt à tous les sacrifices nécessaires pour réaliser cette union. Si les délégués s'étaient trouvés en contact direct et permanent avec le pays, ils n'auraient pas eu à se demander à chaque instant si, dans leurs actes, ils s'écartaient de la ligne à suivre et s'ils agissaient conformément à la volonté de la nation dont on fixait le sort.

C'est M. Pachitch président du Conseil, pour la Serbie, et M. Korochets, président du Conseil National des Serbes, Croates et Slovènes, pour la partie de la nation qui vient d'être libérée de la domination austro-hongroise, qui signèrent l'acte constitutif du nouvel Etat.

C'est sur la base ethnique et en tenant compte du caractère national des populations qu'ils fixèrent les limites du nouvel Etat. Ils tenaient également compte du principe de l'auto-disposition proclamé par le président Wilson. C'est pourquoi le geste irréfléchi commis ces derniers jours par les Italiens en occupant des villes et des îles dalmates dont la population serbo-croate venait à peine de se libérer a causé de l'étonnement et presque de la stupeur. On avait vraiment peine à comprendre cette action après les résolutions de Campidoglio et après toutes les déclarations faites au Congrès de Rome, par des personnalités officielles.

Cette action, qui ressemble fort à une aventure, risquerait de compromettre les relations de l'Italie avec l'Etat nouvellement créé. Il faut pourtant espérer que le bon sens du peuple italien prendra le dessus et qu'on finira par comprendre en Italie que l'amitié de douze millions de Yougoslaves est préférable à la possession illégitime des quelques villes de Dalmatie et du Frioul. Nous ne voulons donc pas croire que l'Italie viendra ternir par une injustice criante l'éclat de la grande époque qui s'ouvre par le triomphe de la Justice.

M. D. Marincovitch.

Une déclaration du prince héritier Alexandre

Le « Times » du 7 novembre publie la déclaration suivante faite par le Prince Alexandre de Serbie à son correspondant particulier M. G. Ward Price, à Skoplje :

« Notre joie de revenir à Skoplié, l'ancienne capitale serbe, est fortement troublée par la vue des dévastations commises par nos ennemis et par les atrocités pratiquées pendant les trois ans de leur domination. Vous avez vu vous-mêmes ce qu'on a fait ici et je fais appel à votre impartialité afin que vous nous disiez si un peuple qui est coupable de tels crimes peut encore avoir le droit d'entrer, après la guerre, dans la Ligue des Nations, aussi longtemps que sa nature restera inchangée. Grâce à la vaillance des troupes serbes et à l'appui puissant de toute l'armée alliée, un de nos ennemis vient d'être mis à terre. L'autre, les Autrichiens, ne peuvent se maintenir dans de telles conditions, aussi détruisent-ils tout ce qu'ils ne peuvent emporter, afin d'épuiser complètement le pays qu'ils sont obligés d'abandonner. Ces destructions dont vous êtes le témoin oculaire sont le but principal de nos ennemis qui, ne pouvant anéantir la nation serbe, tentent maintenant de l'affaiblir et de briser l'esprit national qui s'oppose à leurs ambitions impérialistes.

L'armée serbe n'a pas de visées impérialistes. Faisant partie d'une nation fortement démocratique, elle a lutté uniquement pour la liberté et l'indépendance. La Serbie étendue dans la Yougoslavie par son union avec des populations qui sont le sang de son sang, pourra enfin jouir de la paix à laquelle elle aspire depuis si longtemps. Les soldats que vous avez vus se battre si courageusement pour leur indépendance reviendront les paysans les plus pacifiques dès que la paix sera signée. Les institutions démocratiques et les principes humanitaires que la Serbie n'a pas abandonnés même dans les combats les plus sanglants contre un ennemi sans scrupules, feront de la nation serbe un membre loyal et sincère de la Ligue des peuples qui doit naître de cette guerre.

LA VICTOIRE !

Une joie immense vient de se répandre dans le monde entier à la nouvelle de la capitulation de l'Allemagne. Les complices ayant posé les armes l'un après l'autre, d'abord le Bulgare, spéculant comme toujours, ensuite le Turc, malandrin et fataliste, après eux l'Austro-Magyar déjà a l'agonie, est venu aussi le tour de l'acteur principal, du chef de toute l'entreprise. Le cauchemar germanique dont le spectre noir hantait le monde par la figure sinistre de la « paix armée », est définitivement dissipé. Tous les peuples pourront, pour la première fois dans l'histoire, respirer librement l'air frais d'une véritable Société des Nations. Leur avenir ne dépend plus que d'eux-mêmes, leur sort étant remis dans leurs propres mains. Nous ne sommes pas à même de mesurer aujourd'hui toute l'étendue de la Victoire et de comprendre toute son importance. Ce qui est certain, c'est qu'elle apporte à la Serbie et à toute la nation serbe, croate et slovène à la fois l'union et la liberté. Le martyre du peuple serbe n'aura pas été inutile. Le haut idéal de l'union nationale auquel la Serbie avait tout subordonné a fini par triompher complètement. Quelle belle satisfaction pour le peuple serbe, quelle revanche sur la force brutale et la préméditation criminelle de Berlin, Vienne, Budapest, Sofia et Constantinople !

L'œuvre accomplie par la Serbie dans cette lutte contre l'oppression appartient à l'Histoire. C'est à elle de rendre hommage aux hommes d'Etat serbes, qui surent conduire le pays vers sa mission historique. C'est à elle de glorifier l'armée serbe, dont la bravoure et l'endurance émerveillèrent l'ami et l'ennemi. C'est à elle enfin de juger des fautes et des erreurs commises. Cela ne doit pas pourtant nous empêcher de relever que la conception serbe de l'union yougoslave triomphe sur la conception fallacieuse d'une éventuelle Yougoslavie dans le cadre de la Monarchie des Habsbourg. Comme le député allemand Wendel l'a précisé, il y a deux mois, dans la « Neue Rundschau », l'union serbo, croate et slovène devait se faire, avec les Habsbourg ou avec les Karageorgévitch. Pour détruire d'avance toutes les chances de la solution serbe, l'Autriche s'était décidée en 1914 à une guerre préventive contre la Serbie. Le coup n'a pas porté et le petit Piémont, malgré les indicibles souffrances subies a eu le dessus. C'est cette lutte inégale de David serbe contre le Goliath austro-germano-bulgaro-magyar qui a conféré à la Serbie le titre de Piémont, titre glorieux mais qui ne saurait porter aucun ombrage aux autres parties de la nation. La Serbie a fait son devoir, simplement, noblement. Dans la grande famille réunie, elle n'aspire à aucune situation particulière. C'est l'égalité absolue, l'égalité politique, économique, sociale et autre qui est inscrite sur son programme pour l'organisation intérieure de la nation unie.

A l'Assemblée constituante, la Serbie héroïque n'aura pas à rougir de la Serbie démocratique. L'Etat des Serbes, Croates et Slovènes se rangera dignement à côté des démocraties du monde entier.

L. M.

Le réveil du nationalisme italien

L'écroulement de l'Autriche-Hongrie a délivré l'Italie de la situation difficile d'avant la guerre, où elle avait à choisir ou l'alliance ou la guerre avec la Monarchie des Habsbourg. Cet événement si important pour le développement ultérieur de la civilisation latine, a donné lieu cependant à la renaissance du nationalisme italien, non pas de ce nationalisme sain et légitime tendant à l'union des membres d'une même famille, mais d'un nationalisme outré qui n'est qu'un chauvinisme dangereux, parce qu'il repose sur le pur impérialisme. Se basant sur les clauses malheureuses de l'armistice, les troupes iltaliennes se livrent à l'occupation de toute l'Istrie et des villes et des îles dalmates. Les Italiens ont occupé aussi Fiume, quoique l'armistice ne les autorisât pas à le faire. On a même organisé une visite des Italiens de Fiume à Rome, tâchant de créer des faits accomplis que la nation serbe, croate et slovène ne pourra et ne voudra pas accepter. Sans parler de la presse nationaliste, citons le « Corriere della sera » qui, contrairement à son attitude dans la question yougoslave et à ses engagements depuis le Campidoglio, publie des articles (voir le numéro du 8 novembre) de Fraccaroli, dans lesquels on lit ces lignes effarantes : « L'Italie s'étend, s'élargit, Trieste, Fiume, Zara, Pola, Sebenico, Capodistria, Pirano e i centri minori » !

Nous considérons de notre devoir d'attirer l'attention sur ce réveil du nationalisme italien, qui a déjà fait beaucoup de tort à l'Italie et au peuple italien et qui aujourd'hui menace de troubler les rapports italo-slaves. Quels sont les sentiments de la population en question, un télégramme envoyé au « Temps » (numéro du 9 novembre), par son correspondant à Rome, nous renseigne exactement. On y lit notamment :

« Les troupes italiennes, envoyées pour occuper, conformément aux clauses de l'armistice, les îles et les côtes dalmates, ont trouvé le meilleur accueil parmi la population yougoslave de ces lieux. Lorsque les forces italiennes ont débarqué, elles ont trouvé tous les édifices publics pavoisés aux couleurs yougoslaves et alliés. Des sections de Sokols (gymnastes slaves) et des musiques jouant les hymnes nationaux yougoslaves et alliés, ont rendu les honneurs pendant que la foule, qui portait des écussons ornés des portraits de Wilson, de Trumbitch et de Korochets, criait en serbo-croate : « Vive Wilson ! Vivent les alliés ! Vive la Yougoslavie libre ! ».

Le commandant des forces de débarquement ayant fait arborer le drapeau italien, les autorités locales, qui attendaient qu'on arbore aussi les autres drapeaux alliés, le saluèrent comme symbolisant tous les Etats de l'Entente ».

C'est très sobre, mais très clair.

La déclaration de Genève

La conférence qui a eu lieu à Genève, à l'Hôtel National, entre les représentants du royaume de Serbie et les délégués du Conseil National de Zagreb, a publié, à la fin de ses travaux la déclaration suivante :

L'effort commun des peuples alliés et des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, la force du peuple des Serbes, Croates et Slovènes ont brisé, sur les champs de bataille et sur mer, toutes les barrières brutales qui empêchaient l'unification de notre peuple. Les représentants du Gouvernement du Royaume de Serbie et des groupes parlementaires de la Skoupchtina, les représentants du Conseil National de Zagreb et les représentants du Comité Yougoslave de Londres. réunis à Genève, ville de la liberté, sont heureux de pouvoir proclamer à l'unanimité, d'une façon solennelle et devant le monde entier leur union en un Etat formé des Serbes, Croates et Slovènes. Le peuple du Monténégro, auquel nos bras sont fraternellement ouverts. ne tardera sans doute pas à saluer et à s'associer à cette œuvre qui a toujours été son idéal le plus élevé.

Dès aujourd'hui, par cet acte, le nouvel Etat apparaît et se présente comme une unité étatique indivisible et comme membre de la Société des nations libres. Les frontières qui existaient naguère n'existent plus.

Dans toutes les manifestations extérieures de droit, de puissance et de volonté, cette unité étatique sera représentée par le Ministère commun des Serbes, Croates et Slovènes par l'intermédiaire des organes créés spécialement à cet effet et dans le même esprit. La composition de ce gouvernement a déjà été portée à la connaissance du public. Nous publierons ultérieurement quel sera son domaine (cadre, champ d'action), car l'unanimité dont on a fait preuve en ce qu iconcerne le but et les méthodes à suivre, nous a frayé les chemins que doivent suivre les travaux communs généraux du nouvel Etat.

*

Le Gouvernement du royaume de Serbie et le Conseil National de Zagreb continueront à diriger, chacun dans son cadre intérieur, juridique et territorial, l'administration telle qu'elle existe, jusqu'à ce que la Grande Assemblée Nationale des Serbes, Croates et Slovènes unis (la Constituante) soit élue au suffrage universel général, direct et secret, de tous les citoyens et jusqu'à ce que la Constitution ait prescrit définitivement l'organisation de l'Etat. La vie d'Etat entière sera basée sur cette Constitution, qui sera la source et le refuge de tous les pouvoirs et de tous les droits et c'est elle qui aura à organiser dans un esprit démocratique tout le fonctionnement de la vie étatique.

*

Les frontières de l'Etat vis-à-vis des Etats voisins seront tracées conformément aux principes des nationalités, en respectant le droit des libres dispositions de chaque peuple. La confiance inébranlable et la foi de notre peuple dans son droit, le principe de justice proclamé par nos alliés et accepté par la conscience universelle du monde civilisé, sont autant de garanties de ce règlement.

*

Serbes, Croates et Slovènes!

Notre rêve séculaire est aujourd'hui une réalité. Nous sommes unis dans la liberté. Glorifions les grandes journées du plus grand bonheur national et de l'immense joie et maintenons l'ordre. Là où il n'y a pas d'ordre, il n'y a pas d'Etat!

Ce n'est qu'un Etat fort qui puisse accomplir à temps les tâches qui assurent le bien-être des citoyens et qui puisse accomplir ses devoirs sociaux et sa mission en se souciant du progrès général de la société, de la protection des faibles, des familles sinistrées et des invalides.

Respectons la mémoire de tous les combattants tombés pour la réalisation de notre idéal national et humain. Inclinons-nous tous avec respect devant les exploits historiques de notre armée et transmettons aux générations futures nos sentiments de reconnaissance envers les nobles peuples alliés avec lesquels nous avons remporté la victoire de ce monde.

Yougoslaves!

Que notre belle, chère et jeune Patrie vive dans l'honneur de la gloire parmi les autres peuples!

Le dernier piège magyar

Devant les dépouilles de l'Autriche défunte, les Magyars oppresseurs et exploiteurs. sentant que la maladie qui a déterminé la mort de l'Autriche les gagne, font le suprême effort pour sauver l'intégrité de la « Hongrie millénaire ». Pour se présenter au monde comme des opprimés qui ont subi la domination de l'Autriche, ils proclament, avec grand fracas, l'indépendance de la Hongrie et la séparation de l'Autriche. Cet acte exécuté avec consentement du roi Charles, est commenté dans les journaux avec une frénésie toute artificielle, apparemment dans le but de se créer un mérite aux yeux des démocraties occidentales et de l'Amérique.

Le comte Karolyi, le plus grand des féodaux magyars, dans les habits de Philippe-Egalité, fait une « révolution », avec le consentement du roi, révolution qui se dCéroule dans le meilleur ordre. Un Conseil National magyar se constitue qui déverse une pluie de beautés démocratiques.

Tout est promis, tout, pourvu que l'intégrité de la Hongrie soit épargnée. Les bons Magyars essaient de persuader de leur sincérité les peuples que la domination magyare a rendus farouches dans leur désir de liberté et leur promettent l'exécution de la loi votée, mais jamais expliquée, de 1868. En même temps, ils se hasardent, en répandant à profusion de fausses nouvelles, à présenter les peuples comme contents de se trouver dans les cadres de la Hongrie « fraternelle ». Ils se vantent d'avoir ouvert les écoles fermées et croient que par ce fait, ils ont déjà mérité de la démocratie et rendu possible une réconciliation.

Pauvres fantasques, que l'ivresse patriotique rend incapables de saisir la réalité!

Sachant que la capitulation ne peut tarder — feu Tisza a avoué la défaite — les Magyars se sont hâtés de la devancer de quelques jours afin de gagner des mérites et d'apitoyer le vainqueur. D'ailleurs, ils le disent eux-mêmes dans un radiogramme envoyé le 4 novembre: « Le gouvernement hongrois espère que le fait d'avoir déposé les armes provoquera une sensible amélioration dans la situation internationale de la Hongrie ». L'amélioration de la situation internationale veut dire: que l'Entente victorieuse reste sourde aux vœux des peuples opprimés et acquiesce au désir des Magyars. Pourtant, la volonté des peuples manifeste suffisamment que, même la grâce de Karolyi, ne peut imposer le silence. Les Serbes et les Croates de la Hongrie du Sud ont adhéré avec unanimité au Conseil National de Zagreb. Ils ont déclaré qu'ils n'avaient rien de commun avec la Magyarie et qu'ils voulaient vivre dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Les chefs des Slovaques, libérés il y a quelque temps des prisons, sont allés à Prague et ont annoncé le vœu du peuple slovaque de s'unir aux Tchèques. Les Roumains, constitués dans leur Conseil National, ont proclamé leur désir de disposerr d'eux-mêmes et de se séparer de la Hongrie. Même le plus triste et le plus malheureux des peuples de la Hongrie, les Petits-Russiens, ont témoigné leur désir de liberté, malgré les affirmations de loyauté signées par les préfets départementaux.

Devant cette phalange inébranlable, le comte Karolyi et ses aides font l'effort suprême pour arrêter la décomposition de la Hongrie « unitaire et nationale magyare ». C'est pourquoi ils tendent des regards désespérés vers l'Entente et font ressortir leurs mérites. Ils renient le passé — en quoi ils ont raison d'ailleurs — mais ne peuvent convaincre personne du droit des Magyars de dominer les autres. Il serait ridicule et incompréhensible de passer l'éponge sur quatre ans de guerre, dans laquelle les Magyars ont eu la part la plus splendide à côté des Allemands. Une autre résolution semblable à celle qui s'est déroulée ne pouvait-elle amener demain les anciens politiciens sur la scène?

A ce propos, nous rappelons l'histoire récente de la Hongrie, dont M. Jaszi, un des ministres actuels, saurait dire quelque chose. Avant la révolution hongroise de 1848, Kossuth, le grand révolutionnaire, finissait souvent ses discours enflammés par ces paroles: « Dépêchons-nous, dépêchons-nous de magyariser les nationalités, autrement nous serons perdus! » Au moment de la révolution, ce même Kossuth, dont on acclame aujourd'hui l'idée libérale, refusait d'accorrder des libertés minimes aux peuples subjugués. Ce n'est qu'après l'écrasement de la Hongrie, dans l'exil. que Kossuth assagi et éveillé à la réalité, pouvait mesurer la portée de ses fautes. C'est dans l'exil qu'il devint le grand apôtre des idées démocratiques. Ses partisans qui, après d'âpres luttes avec les Habsbourg, parviennent à gagner la liberté de la Hongrie, rabattent déjà de ses idées en faisant la loi dite des nationalités, qui ne devait jamais être appliquée.

Mais même si toutes les promesses des Magyars nouvellement arrivés sur la scène, étaient réalisées, cela ne pourrrait avoir aucun attrait pour les peuples de la Hongrie. La liberté est un bien plus grand qu'aucune réforme magyare. **L. P.**

Le régime bulgare en Macédoine

Le « Times » du 4 novembre publie un très intéressant rapport de son correspondant particulier, sur la situation en Serbie du Sud :

« Quant aux sentiments que la réoccupation de la Macédoine a éveillés parmi la population, j'ai l'impression générale, après mes conversations avec plusieurs habitants, que ce sont manifestement des sentiments de confiance et d'une satisfaction sobre et raisonnée.

En dehors de certains districts qui sont purement serbes, la population de cette région n'est ni serbe, ni bulgare, quoique la langue et les mœurs se rapprochent plus des Serbes que des Bulgares. Le peuple a eu l'occasion de connaître le régime de chacune de ces deux nations qui veulent l'assimiler. La courte durée de l'administration serbe a trouvé son approbation malgré la propagande bulgare très intense, qui fut tolérée et même favorisée par le gouvernement turc. Les Bulgares, de l'autre côté, n'ont pas été si bêtes d'opprimer ce peuple comme ils l'ont fait dans les anciens territoires serbes. Ils ont fait tout leur possible pendant ces trois dernières années pour gagner le loyalisme du peuple ; mais la population était exposée, sous le régime bulgare, aux privations qu'elle n'avait jamais connues auparavant, et elle le reproche à la Bulgarie.

Je suis convaincu que les Macédoniens, dans leur ensemble, n'ont aucune prédilection pour l'un ou l'autre peuple, et qu'ils n'ont jamais aspiré à avoir une évolution nationale particulière, mais qu'ils inclinent aujourd'hui d'une façon décisive et indubitable vers les Serbes, c'est évident pour tout observateur impartial. Ce qu'ils réclament tous maintenant, c'est la paix, l'abondance et un bon gouvernement.

Lorsque les Bulgares entrèrent dans la Macédoine serbe, leur premier acte fut d'anéantir tout emblème et tout signe extérieur, qui pourraient rappeler la domination serbe. On aurait pu penser que les Serbes feraient maintenant de même. Mais les Serbes n'ont pas le temps de s'occuper de telles mesquineries. J'ai vu les portraits de Ferdinand répandus par douzaines, dans les offices publics et dans d'autres places, et le seul qui a été endommagé, ne l'a pas été par des mains serbes, mais par celles des soldats bulgares. La ville Skoplié, d'où j'écris ces lignes. est pleine d'auberges et de cafés portant les inscriptions de Sofia, Grande Bulgarie, Mackensen, Ferdinand, Boris, Kaiser Wilhelm, etc. Les autorités serbes ne s'occupent pas du tout de ces restes du triomphe passé de leurs ennemis, et loin de réclamer qu'ils soient enlevés, ils les regardent avec un amusement mêlé de mépris ».

*

Le même journal anglais publie dans le numéro du 7 novembre d'autres détails sur l'avance des troupes serbes :

« L'esprit de l'armée serbe a surmonté toutes les difficultés. Lorsque les troupes victorieuses avancèrent profandément dans le pays, le maréchal Michitch donna l'ordre que les hommes habitants les maisons situées à proximité obtiennent un congé de six jours pour aller voir les familles dont ils n'avaient pas eu de nouvelles pendant plus de trois ans. Dans les deux directions perpendiculaires à la route suivie par les armées victorieuses en marche, les permissionnaires parcouraient dans la boue jusqu'à quarante milles par jour pour se rendre dans leurs petits villages cachés derrière les collines. Mais en trois jours, tous étaient déjà de retour. « Nous avons passé un jour seulement à la maison, disaient-ils aux officiers, et maintenant nous voulons délivrer les foyers de nos camarades. »

Parlant des traces du régime bulgare, le correspondant du « Times » relève les faits suivants:

« Il y a encore un grand nombre de soldats bulgares dans la ville, occupés à démonter leurs propres lignes télégraphiques et se promenant partout sans aucune escorte. J'ai remarqué un soldat serbe qui leur donnait des cigarettes. Il est intéressant de noter aussi le contraste entre les longues colonnes de prisonniers bulgares travaillant sur les chaussées, tous pourvus des différentes parties de leurs tentes, tous ayant l'air très bien, bien nourris et bien vêtus, et les spectres de squelettes des Serbes que j'ai vus il y a une semaine rentrer de Bulgarie où ils avaient passé trois ans dans des camps de prisonniers exposés aux épreuves les plus cruelles. »

Comment les Bulgares expliquent leur « dernière » trahison

Le père Radoslavoff s'est rendu en Allemagne, mais son fils est toujours à Berne où il rédige la « Correspondance balkanique » — nommée ainsi pour éviter le titre un peu choquant de « Correspondance *bulgare* ». Parce que, effectivement, cette « Correspondance balkanique » est une édition officielle du bureau de presse bulgare, mais les Bulgares préfèrent la servir sous un manteau moins éclatant. Or cette « Correspondance balkanique » publie dans son numéro du 16 octobre une explication officieuse de la trahison bulgare, explication ingénieuse d'autre part parce qu'elle cherche à établir d'un côté que les Bulgares ont eu toujours des sympathies pour les Alliés et qu'ils n'ont fait la guerre contre eux qu'à regret; et de l'autre côté que la Bulgarie n'aurait jamais trahi l'Allemagne et l'Autriche si celles-ci avaient mis suffisamment de troupes à sa disposition. « C'est alors, mais alors seulement qu'elle prit la résolution de demander l'armistice ». La morale qui s'en dégage saute aux yeux. Ajoutons encore que l'explication bulgare contient, selon l'habitude, un mensonge vulgaire, dans le passage qui parle de l'entrée en guerre avec la Bulgarie. La « Correspondance bulgare » affirme que le gouvernement serbe avait voulu attaquer la « Bulgarie avant qu'elle se fût prononcée. Mis au courant des velléités du gouvernement serbe, le gouvernement bulgare d'alors lia partie avec les Empires centraux et la guerre entre la Serbie et la Bulgarie ne tarda pas à éclater ».

On voit que les Bulgares sont incorrigibles. La réputation qu'ils se sont acquise, ils tiennent à la conserver à tout prix.

Les Italiens à Riéka (Fiume)

Le « Fremdenblatt », du 2 novembre, publie à ce sujet la correspondance suivante de Zagreb:

« Les nouvelles des événements à Rieka, où la population italienne a appelé la flotte italienne à l'aide contre les Croates, ont provoqué ici (à Zagreb) une grande inquiétude. Les journaux insistent sur l'absolue nécessité de la réunion de Riéka à l'Etat yougoslave et ils exigent que des mesures soient prises pour garantir le territoire national. Une délégation du Conseil National est déjà partie pour Rieka. On n'envisage pas une solution du différend par la force, étant donné que les cercles de Zagreb sont convaincus que l'attribution de Riéka à l'Etat yougoslave sera effectuée à la Conférence internationale de paix. Le Comité Yougoslave de Londres a déjà, il y a assez longtemps, reçu du gouvernement anglais une déclaration formelle en ce sens. »

Rappelons encore que les Italiens sont entrés à Fiume contrairement aux stipulations de l'armistice, qui n'a pas compris cette ville dans la zone d'évacuation. Les procédés italiens provoquent dans tous les milieux serbo-croates et slovènes les plus vives inquiétudes.

Les péchés austro-hongrois

L'« Arbeiter Zeitung » du 30 octobre, publie sous le titre « Dislocation de l'Autriche », un article de tête dans lequel il précise quelles sont les causes initiales du désastre de l'Autriche-Hongrie:

« Le Sabor croate a décidé aujourd'hui de déclarer les lois croato-hongroises du compromis de 1868 comme nulles et non valables et de proclamer les royaumes de Croatie, Slavonie et Dalmatie absolument indépendants, tant de l'Autriche que de la Hongrie. Les fidèles d'entre les fidèles, les Croates, ont été donc les premiers à proclamer dans une forme légale, par une décision de leur Sabor constitutionnel, la séparation d'avec la Monarchie. Il y a peu de semaines encore, Monsieur le Comte Tisza traversait la Croatie en dictateur; il n'y a que peu de semaines que les Magyars discutaient le plan honteux de séparer les départements slavons de la Croatie pour pouvoir être plus facilement magyarisés; il n'y a que peu de semaines que l'Autriche et la Hongrie se disputaient autour de la Bosnie et de la Dalmatie comme si la nation Yougoslave était une propriété, qu'ils pouvaient morceler à volonté et employer comme un objet d'échange commercial. Et voici que brusquement, tout cela a péri. Les Yougoslaves sont libres. Comme les troupes, en Croatie, sont avec le Conseil National, comme les armées de l'Entente s'approchent de la frontière slavone et comme Wilson étend sa main protectrice sur la liberté des Yougoslaves, la Hongrie ne peut se hasarder à commencer la guerre contre la Croatie. La Hongrie a jeté le trouble dans le monde entier uniquement pour que les Serbes n'obtiennent pas l'accès à la mer. A présent la Hongrie elle-même perd son accès à la mer, car avec la Croatie elle a perdu aussi Rieka. La Hongrie et l'Autriche ont commencé la guerre pour assurer la possession de la Bosnie à la Monarchie; toutes les deux perdront à présent beaucoup plus que ce que représentait la Bosnie! »